



Faute de moyens à la hauteur des spécificités territoriales, l'enseignement scolaire dans les DROM se heurte à de nombreuses difficultés d'ordre écono-

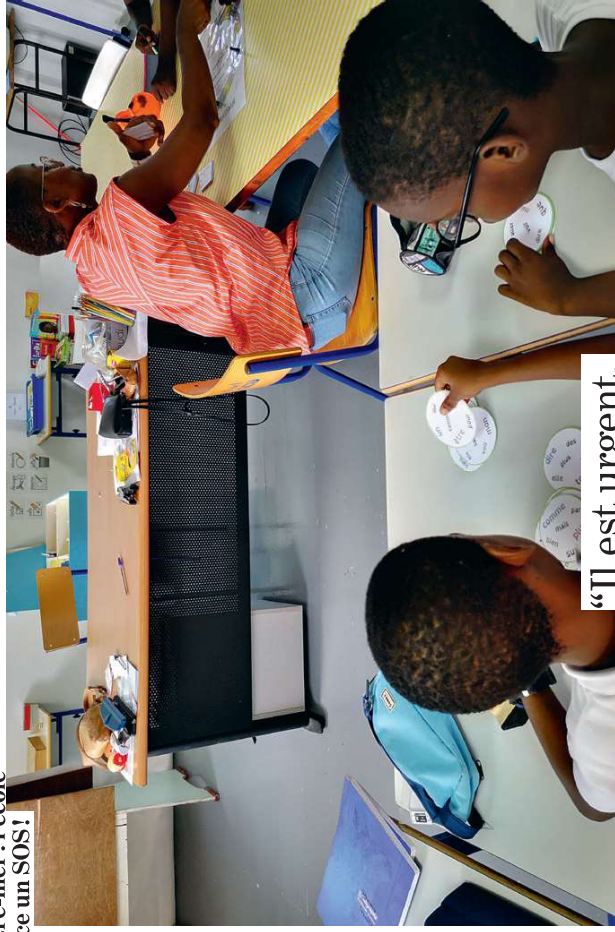
mique, social, linguistique... Les PE tentent de les surmonter au quotidien pour donner aux élèves ultramarins la même qualité d'enseignement que dans l'Hexagone et leur permettre de devenir des citoyens et citoyennes à part entière.

Ouïre-mer : l'école lance un SOS !

Établissements surchargés et sous-équipés, bâtiments souvent délabrés et inadaptés aux conditions climatiques, taux de non scolarisation et d'échec scolaire importants, équipes pédagogiques réduites et précarisées... Le quotidien des PE ultramarins est marqué par les inégalités sociales, économiques, culturelles et linguistiques qui caractérisent les Départements et régions d'outre-mer (DROM) (page 15). La récente campagne de la FSU-SNUipp, « *École en sous-France* », est justement destinée à faire réagir le ministère de l'Éducation nationale et le gouvernement face à cet état d'urgence. Selon Emmanuel Valat, maire de conférences à l'université Gustave-Eiffel, il est urgent, en effet, de repenser l'enseignement en outre-mer en prenant en compte les spécificités de chaque territoire (page 19). « *Changer la donne nécessite de renforcer les moyens de l'école, en réduisant les tailles de classes dès le plus jeune âge. Mais aussi de réfléchir aux conditions d'utilisation de la langue française dès la maternelle* », souligne l'universitaire.

Malgré l'insuffisance des moyens mis à leur disposition, les PE, de l'Océan Indien à l'Amérique du sud en passant par les Antilles, veillent à remplir au quotidien leur mission dans l'intérêt des élèves. Ainsi, Véronique Laroche, PE en CE1/CE2 à l'école Dothémarie dans la commune guadeloupéenne des Abyrnés,

Outre-mer: l'école lance un SOS!



«Il est urgent, en effet, de repenser l'enseignement en outre-mer en prenant en compte les spécificités de chaque territoire.»

fait de l'histoire des Antilles un axe fort de son enseignement, car «il est essentiel que les élèves comprennent d'où ils viennent». Son enseignement reste toutefois perturbé par les fréquentes fermetures d'écoles en raison du caractère non potable de l'eau (pages 16-17).

EN CONSTANTE ADAPTATION

Dans son école guyanaise de Taluen, village wayana à la frontière du Surinam, Estelle Ganachaud fait face, quant à elle, à l'éloignement qui place son établissement à près de deux heures de pirogue de Maripasoula où siège l'inspection de circonscription (page 18). «Il faut prendre en compte les difficultés d'acheminement et anticiper les commandes de matériel scolaire qui souvent n'arrive jamais», raconte-t-elle. L'équipe enseignante de l'école Pablo Picasso de Saint-Pierre, sur l'île de La Réunion, a, de son côté, su faire du gigantisme de l'école (32 classes, 530 élèves) un atout pédagogique et a obtenu un poste de direction adjointe (page 17). «Le dispositif est facilitant car la répartition des tâches et responsabilités entre la directrice et son adjointe est claire,

de progresser grâce à des activités, comme la chanson et le jeu, qui stimulent les apprentissages (page 18). «Les élèves sont en petits groupes et osent s'exprimer plus», se félicite Isabelle Leroy, enseignante de CE1.

À Mayotte, faute de locaux suffisants, les enseignants se partagent des classes. Des élèves ont cours le matin et d'autres l'après-midi (page 16). «Le manque de locaux complique les plannings et nous oblige à partager classes et matériel par niveau», déplore notamment Zouhouira Manzoufou, PE à la maternelle Kahani de Ouangani.

«L'école s'adresse aux élèves natifs des DROM avec des normes très hexagonales, sans prendre assez en compte la culture créole et les langues autochtones, les particularités sociologiques et historiques. Elle devrait, par ailleurs, s'adapter davantage aux différents milieux sociaux», rappelle Emmanuel Valat. Une analyse partagée par la FSU-SNUipp qu'elle entend bien faire prendre en considération par le ministère de l'Éducation nationale.

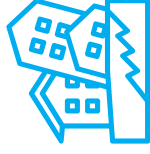
*Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants.

Des conditions d'enseignements inadmissibles

On ne compte plus les jours d'école perdus pour cause de problèmes sociaux, sanitaires ou météorologiques dans les DROM. Dans de trop nombreuses écoles délabrées, l'hygiène et la sécurité ne sont pas assurées. Les salles de classe sont rarement climatisées alors que Santé publique France reconnaît que les fortes chaleurs conjuguées à l'humidité ont des «effets directs sur la santé». Ceux du chloroforme, un insecticide toxique et persistant dans les Antilles, ont, selon des chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) «des conséquences sur les capacités cognitives de l'enfant». Le manque criant de moyens remet en cause l'effectivité de l'égalité d'accès aux droits pour les élèves.



80% DES ÉCOLES NE SONT PAS AUX NORMES DE SÉCURITÉ À MAYOTTE.



25% DES ÉCOLES NE RESPECTENT PAS LES NORMES SISMQUES EN MARTINIQUE.

(Commission nationale consultative des droits de l'homme)

70%

DES ÉLÈVES DANS LES DROM FRÉQUENTENT UNE ÉCOLE PRIMAIRE sous-dotée en équipement informatique contre 33 % au niveau national (CSEF mars 2021).

80%

DES ENFANTS VIVANT À MAYOTTE SONT EN SITUATION DE PAUVRETÉ. En Guyane, ils sont six sur dix, alors que dans l'Hexagone, ils sont deux sur dix (rapport Unicef France 2023).



SCOLARISER TOUS LES ENFANTS: UN DROIT À CONQUÉRIR

Dans les DROM, la scolarisation de tous les enfants ne va pas de soi. Tous les rapports convergent pour signaler l'ampleur d'un phénomène qui, en juin dernier, a valu à la France une interpellation du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Le taux global de non-scolarisation y est de 8 points supérieur à celui de l'Hexagone et la scolarisation obligatoire en maternelle toujours pas atteinte. Des chiffres qui, en l'absence de statistiques nationales annuelles vérifiées, restent parcellaires. La situation est particulièrement critique en Guyane et à Mayotte où respectivement de 5 900 à 10 000 jeunes et de 5 000 à 9 500 jeunes seraient privés d'école. Les obstacles sont connus: maillage insuffisant des infrastructures scolaires, manque de PE titulaires, défaut de transports gratuits ou de cantines scolaires, éloignement culturel et linguistique entre l'institution et des familles dont le français n'est pas la langue vernaculaire... À ce défaut de moyens qui touche également la petite enfance et les élèves en situation de handicap, s'ajoutent des pratiques discriminatoires à l'UNICEF et la Défenseure des droits (2021 et 2023). Plus que jamais l'égalité républicaine due à tous les élèves de France exige une politique volontariste, fondée sur la création de postes enseignants au sein d'un réseau d'écoles resserré et rénové.

MAYOTTE

Jeu de chaises musicales

« En début d'année scolaire, j'avais la classe « itinérante », c'est-à-dire trois classes de 30 élèves environ en petite section, que j'accueillais le matin en rotation sur 3 jours,

confie Zouhouira Manzoufou, PE à l'école Kahani de Ouangani. 90 élèves à moi toute seule ! Tout était difficile, à commencer par retenir tous les prénoms. Avec école tous les trois jours et le reste du temps à la maison, pour un petit de même pas 3 ans, il faut recommencer à zéro tous les jours ». La maternelle de cette commune agricole très peuplée du centre de Mayotte accueille près de 400 élèves et la rentrée a été compliquée avec seulement quatre salles pour 11 classes. À côté de

cette classe « itinérante », les autres élèves sont en rotation du lundi au vendredi : deux semaines le matin de 7h à 12h15 (12h le vendredi), puis deux semaines l'après-midi de 12h30 à 17h45 (17h30 le vendredi). La langue est aussi pour les petits un obstacle supplémentaire aux apprentissages. « 95% des enfants viennent des autres îles des Comores et ne parlent pas français, explique l'enseignante. Je parle malgache et j'ai appris le shimaoré au fur et à mesure de ma carrière, ce qui me permet de traduire en français ». Comme dans

l'Hexagone, pas d'UPE2A pour les maternelles. Après les vacances d'automne, un nouveau bâtiment a été livré mettant fin à la classe « itinérante », qui subsiste dans de nombreuses écoles. À l'école Kahani, deux remplaçants ont été nommés et toutes les petites sections ont enfin classe tous les matins. La rotation « classique », quant à elle, continue pour les autres élèves. Cependant, « le manque de locaux complique les plannings et nous oblige à partager classes et matériel par niveau, ce qui tend parfois l'atmosphère entre nous », déplore l'enseignante.

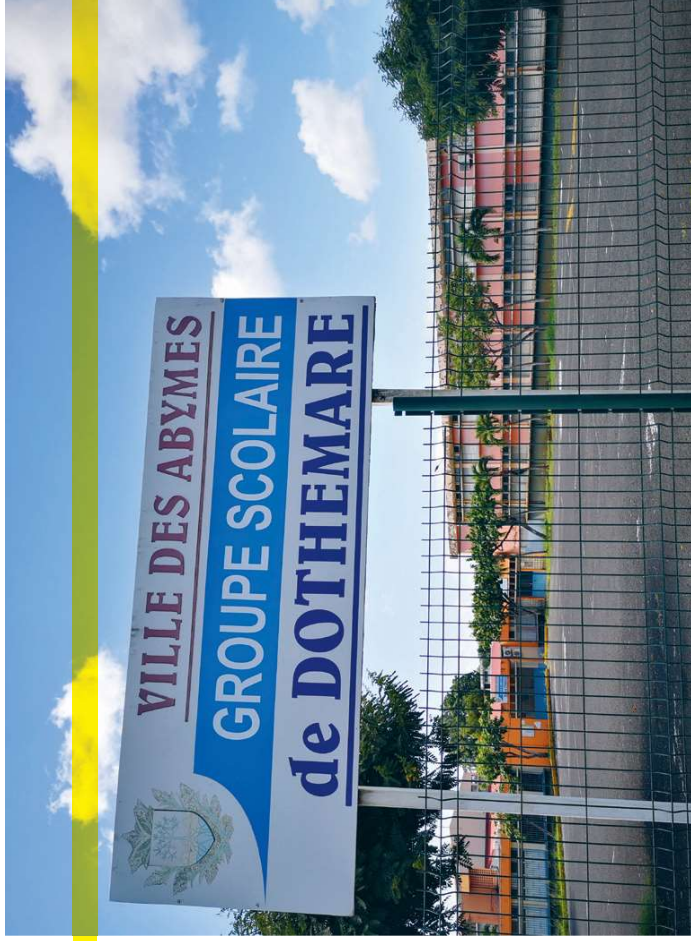


“95% des enfants viennent des autres îles des Comores et ne parlent pas français.”

RÉUNION Un océan d'élèves

« Impressionnant ! ». Un qualificatif utilisé par Isabelle Bérard non pour décrire le piton de la Fournaise mais la sortie des classes de l'école Pablo Picasso à Saint-Pierre sur l'île de La Réunion où elle enseigne en CE1. Avec 530 élèves répartis en 32 classes, Picasso atteint, en effet, la taille critique d'un collège, tout comme l'école Jean-Paul Sartre voisine qui culmine à 36 classes. Une situation courante dans l'île. À l'instar du « quartier défavorisé de la Ravine des Cabris qui abrite les deux écoles et concentre les logements sociaux avec des familles à la fracture étendue », précise Isabelle, globe-trotteuse aux six académies et aux douze années d'exercice à La Réunion cumulées en deux séjours. Faute de pouvoir pousser les murs, le dédoublement des CP/CE1 n'a pu se réaliser dans cette école classée en REP. « Pendant quatre ans, nous avons dû co-enseigner à une classe entière. Avant que ma classe de 14 élèves soit installée dans un demi-préfabriqué ». Un local exigé mais qui permet toutefois à Isabelle « d'être plus présente auprès des élèves en difficulté et d'éviter le saupoudrage en groupe étendu ».

L'an dernier, la vétusté des locaux contraignait l'équipe d'user de son droit de retrait et d'alerter sur la dégradation des sanitaires « que les élèves n'osaient plus fréquenter » et des plafonds « qui menaçaient de s'écraser ». Une action collective menée par une équipe stable et soudée qui a su faire du gigantisme de l'école un atout pédagogique. Qu'il s'agisse de partager supports et ressources à l'échelle des neuf classes de CE1 ou de s'engager dans la production d'une comédie musicale, « on trouve toujours des collègues partants, aux compétences complémentaires qui enrichissent les projets ». Mais pour animer cette équipe foisonnante, une direction n'y suffit pas. Depuis peu, un poste de direction adjointe entièrement déchargé mais sans indemnité est implanté. « Le dispositif est facilitant car la répartition des tâches et responsabilités entre la directrice et son adjointe est claire, ce qui nous permet d'obtenir des réponses immédiates en cas d'urgence », se félicite Isabelle.



GUADELOUPE

Une histoire particulière

Pour Véronique Laroche, enseignante dans la commune guadeloupéenne des Abymes, faire comprendre l'histoire des Antilles à ses élèves est essentiel pour développer leur citoyenneté.

« L'ensemble des écoles du territoire [...] seront fermées à partir de lundi suite à l'alerte de l'Agence régionale de la santé au sujet du caractère non-potable de l'eau après [...] le passage de la tempête Philippe », informe par communiqué, Eric-Jaton, maire de la commune des Abymes en Guadeloupe. Le groupe scolaire Dothémare ne peut donc pas accueillir les élèves. Depuis la rentrée de septembre, entre le vandalisme et la non-potabilité de l'eau, c'est déjà la quatrième journée où les élèves n'ont pas classe. « Ce sont des temps d'enseignement perdus pour les élèves, il faut

s'adapter, faire des choix, ce qui n'est pas toujours facile », constate Véronique Laroche, enseignante en CE1/CE2 dans cette école située en REP+. « C'est une vraie difficulté de métier spécifique au territoire ». Ce matin était prévue une première séance sur l'histoire des Antilles. « Il est essentiel que les élèves comprennent d'où ils viennent. Tous ont entendu parler de l'esclavage mais souvent, ils n'en ont qu'une vague idée ». Illustrer les particularités historiques locales du territoire en respectant les programmes nationaux a nécessité que cette enseignante s'outille. Des gravures où figure la manière dont les Européens se représentaient les habitants des Caraïbes servaient de support pour échanger, se questionner, formuler des hypothèses. « Les élèves sont souvent étonnés de découvrir que les habitants étaient considérés comme des cannibales mais ce qui domine en général est le sentiment d'injustice face à l'esclavage, détaille Véronique. Les élèves se demandent "Comment cela a pu être possible ?". "Pourquoi personne n'a rien dit ?" ».

DONNER DU SENS
Les commémorations de la Seconde Guerre mondiale seront l'occasion de mettre en relation la résistance avec le marronnage, quand les esclaves s'enfuyaient de la propriété de leur maître. Véronique utilise aussi la littérature jeunesse. Ainsi, dans l'ouvrage « Les Robinson de l'île de Tromelin », « la petite fille Tsimitao, l'héroïne, permet une mise à distance et d'avoir un point de vue d'enfant pour aborder la soumission, la colère, la rébellion, le rejet du fatalisme », apprécie Véronique. En 2015, elle a pu aussi emmener ses élèves au musée de l'esclavage à Pointe-à-Pitre, une belle expérience qu'elle aimerait renouveler chaque année si l'école en avait les moyens. Quel que soit le support, le plus important pour cette enseignante est de donner du sens à l'histoire. « Quand mes élèves se transforment en petits détectives, je me dis que j'apporte une pierre à l'édifice pour leur permettre d'être des citoyens éclairés ».

MARTINIQUE

Délier les langues

À Fort-de-France, dans l'école Baie des Tourelles, le dispositif UPE2A* permet aux élèves d'apprendre plus rapidement le français et de progresser dans leurs apprentissages.

Bien que la chaleur soit écrasante en ce début d'après-midi dans le dispositif UPE2A* de l'école Baie des Tourelles, les écoles sont en REP+, l'heure n'est pas à la sieste. Quatre élèves de CE1 écoutent avec attention la chanson choisie par Nathalie Massal, l'enseignante. « Vous allez devoir écouter les paroles et me dire ce que vous avez compris », explique-t-elle. Après plusieurs écoutes, un élève se lance : « Mimi joue à cache-cache ». « Elle se cache sous la chaise », répond un autre. « Comme les tremblements de terre », précise Johan**. « Entre deux lits », ajoute Sabrina... Si cette activité permet de revoir le vocabulaire déjà appris en ce début d'année, « sur, sous, entre, à côté, dans... », Nathalie choisit de mettre les élèves en situation car des confusions demeurent. Pour Murielle, primo-arrivante, tout est encore bien confus. Un carton, deux chaises et une table servent

de repères pour appliquer les consignes oralisées par l'enseignante, puis par les élèves. « Lorsqu'ils sont dans l'action, ils comprennent le sens du mot et le mémorisent plus facilement », explique Nathalie. Passer par le corps est une étape nécessaire car pour ces élèves, la langue parlée à la maison n'est pas le français mais le créole, l'anglais ou l'espagnol.

POINTS RÉGULIERS

Isabelle Leroy, enseignante de CE1 travaillant avec Nathalie, souligne qu'« avoir une enseignante spécialisée est un vrai plus. Les élèves sont en petits groupes et osent s'exprimer plus. Ils ont davantage confiance en eux et maîtrisent plus rapidement le français. Les trois dernières années, le poste n'était pas occupé et nous avons souffert de ce manque ». Nathalie travaille avec les élèves l'expression orale, le lexique, la production écrite et l'étude de la langue. « Nous nous mettons d'accord sur les priorités à tra-



*Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants.
**Les prévisions ont été modifiées.



GUYANE

Loin de tout

« En ce moment, il faut plus de deux heures de pirouge pour rejoindre Maripasoula où se trouve l'inspection de circonscription », commence Estelle Ganachaud. Elle enseigne depuis quatre ans à l'école de Tahiti, village wayana à la frontière du Surinam. Avec ses 6 classes, le groupe scolaire de 100 élèves est le plus important du Haut-Maroni. Comme toutes ses collègues, elle habite au village. « Vous sommes loin de tout, explique-t-elle. En ce moment, il n'y a plus de liaison aérienne et on est à deux jours de pirouge du littoral ». Un

isolement compliqué à vivre au quotidien, surtout quand à l'automne, le village a été privé d'eau pendant plusieurs semaines et que la vie est plus chère que sur le littoral. « Il faut prendre en compte les difficultés d'acheminement et anticiper les commandes de matériel scolaire qui souvent n'arrivent jamais. Nous arrivons à la fin du stock de papier », s'inquiète la PE. L'école est parfois restée six mois sans imprimante. Avec de vieux manuels et sans Internet à l'école, c'est avec son propre matériel qu'elle travaille et « se débrouille ». Les formations ont lieu l'après-midi à Maripasoula. « Cela nous oblige à prendre un taxi-pirogue et à dormir sur place mais comme c'est la même commune, nous ne sommes pas remboursés », dénonce Estelle. Une seule école au rectorat, réservée la plupart du temps pour les missions officielles... et donc aucun moyen de transport pour le Rased de la circonscription réduit au seul psychologue ou pour les conseillères pédagogiques. « On ne les voit qu'une fois par an et c'est frustrant, regrette-t-elle. L'une des grandes difficultés est de n'avoir aucune formation en « français langue étrangère amérindien ». Un isolement professionnel et personnel qui génère un turn-over important de titulaires et le recours à de nombreux contractuels.

INTERVIEW

“Les jeunes natifs des DROM ne partent pas sur la même ligne de départ”

dans la réussite scolaire. Or, à La Réunion par exemple, deux tiers des jeunes pratiquent le créole à la maison. D'autres facteurs spécifiques jouent dans les DROM avec trois fois plus de familles nombreuses, des fratries d'au moins 4 enfants. Les ménages sont plus instables et les enfants grandissent moins souvent avec les deux parents. À La Réunion, ils déclarent subir deux fois plus l'alcooolisme, les conflits et les violences en famille que dans l'Hexagone. Le manque de débouchés professionnels peut nuire à la motivation scolaire. Le rendement

QUELLES INÉGALITÉS MARQUENT LES DROM ?

EMMANUEL VALAT : Les jeunes natifs des DROM ont plus de chances de grandir dans des familles qui connaissent davantage de problèmes financiers. Cette plus forte proportion de familles modestes que dans l'Hexagone couplée à des ressources culturelles familiales plus souvent éloignées des standards scolaires aboutissent à des écarts de niveau d'éducation de forte ampleur. Deux fois plus de personnes sans diplôme. La moitié n'a pas le baccalauréat contre un tiers dans l'Hexagone. En Guyane et à Mayotte, à la démographie très dynamique, tous les rapports pointent une offre scolaire de moindre qualité, avec des difficultés pour attirer des enseignants expérimentés et des écoles dont la taille n'est pas toujours adaptée, moins bien réparées et donc de l'éloignement qui aggrave la non-scolarisation.

L'ORIGINE SOCIALE Y PÈSE-T-ELLE DAVANTAGE DANS LA RÉUSSITE SCOLAIRE ?

E.V. : Pas vraiment mais les jeunes natifs des DROM ne partent pas sur la même ligne de départ. Les niveaux de vie inférieurs pèsent sur la capacité des parents à aider les enfants, beaucoup de mètres sont sans emploi. Les comparatifs internationaux montrent que le déterminant social est particulièrement fort en France où la culture littéraire classique est la norme. L'usage domestique de la langue nationale y pèse donc davantage

UNIFORMITÉ OU DIVERSITÉ INTERNE ?

E.V. : Les DROM partagent des caractéristiques communes en termes d'origine sociale, de ressources des familles, de cadre de vie dans l'enfance et d'offre scolaire, même s'il existe des différences d'ampleur de ces phénomènes. Le niveau de diplômés est ainsi plus élevé aux Antilles qu'en Guyane ou à La Réunion. Le renouvellement des enquêtes démographiques intégrant Mayotte devrait permettre de mieux saisir les particularités de ce territoire qui reste encore peu étudié. En Guyane, les difficultés liées à l'offre scolaire jouent un rôle plus important qu'ailleurs. C'est aussi une terre de migration avec 32% de descendants directs d'immigrés. Alors que ce facteur est plutôt positif dans l'Hexagone, il joue négativement en Guyane.

QUEL RÔLE POUR L'ÉCOLE DANS LA RÉDUCTION DE CES INÉGALITÉS ?

E.V. : Étudier ces déterminants sociaux, les conditions de vie pendant l'enfance et leur influence sur les niveaux d'éducation pousse évidemment à se demander comment agir. Changer la donne nécessite de renforcer les moyens de l'école, en réduisant les tailles de classes dès le plus jeune âge. Mais aussi de réfléchir aux conditions d'utilisation de la langue française dès la maternelle. L'école s'adresse aux élèves natifs des DROM avec des normes très hexagonales, sans prendre assez en compte la culture créole et les langues autochtones, les particularités sociologiques et historiques. Elle devrait, par ailleurs, s'adapter davantage aux différents milieux sociaux.

“L'école s'adresse aux élèves natifs des DROM avec des normes très hexagonales.”

scolaire est moindre dans les DROM dans un marché du travail restreint. Ce facteur est cependant à modérer car beaucoup de jeunes bénéficient des aides à la mobilité pour étudier et travailler dans l'Hexagone.